

Réseaux de Collaboration Solidaire

E. Mance

Définition

La notion de réseau appartient à la théorie de la complexité, avec des traits venants de la cybernétique, de l'écologie et d'autres élaborations systémiques dans différents domaines. La notion de *réseau* met l'accent sur les rapports entre des diversités qui s'intègrent, dans les flux d'éléments qui circulent dans ces rapports, dans les liens qui potentialisent la synergie collective, dans le mouvement d'auto-construction dans lequel chaque élément collabore pour la reproduction de chaque autre, dans la potentialité de transformation de chaque partie de par son rapport avec les autres, et dans la transformation de l'ensemble des flux qui circulent dans tout le réseau. Ainsi, la consistance de chaque membre dépend de comment il s'intègre dans le réseau, des flux auxquels il participe, de comment il accueille et collabore avec les autres.

En tant que catégorie analytique, la notion de Réseau de Collaboration Solidaire résulte de la réflexion sur des pratiques d'acteurs sociaux contemporains, comprises depuis la théorie de la complexité et de la philosophie de la libération. En tant que catégorie stratégique, c'est l'élément central de ce qu'on appelle la révolution des réseaux, dans laquelle des actions de caractère économique, politique et culturel se réalimentent en renversant des schémas et des processus hégémoniques qui maintiennent le capitalisme en place, en avançant vers la construction d'une globalisation solidaire.

Dans ce deuxième sens, dans son aspect économique, il s'agit d'une stratégie pour connecter des entreprises solidaires de production, commercialisation, financement, consommateurs et autres organisations populaires (associations, syndicats, ONGs, etc.) dans un mouvement de réalimentation et de croissance conjointes, auto-durables, antagoniques au capitalisme. Il existe quatre critères de base de participation à ces réseaux: a) il ne doit y avoir, au sein des entreprises, aucune sorte d'exploitation du travail, d'oppression politique ou de domination culturelle; b) on s'efforce de préserver l'équilibre écologique des éco-systèmes (en respectant toutefois la transition d'entreprises qui ne seraient pas encore écologiquement durables); c) partager des parcelles significatives de l'excédent en vue de l'expansion du réseau lui-même; d) auto-détermination des fins et auto-administration des moyens, dans un esprit de coopération et de collaboration.

L'objectif de base de ces réseaux est de *remonter les chaînes productives de façon solidaire et écologique*: a) en produisant dans les réseaux tout ce qu'elles consomment encore qui provient du marché capitaliste: produits finis, intrants, services, etc.; b) en corrigeant les flux de valeurs, en évitant de réalimenter la production capitaliste, ce qui arrive lorsque des entreprises solidaires achètent des biens et des services auprès d'entreprises capitalistes; c) en créant de nouveaux postes de travail et en distribuant le revenu, pour l'organisation de nouvelles entreprises économiques visant à satisfaire les demandes des réseaux eux-mêmes; d) en garantissant les conditions économiques pour l'exercice des libertés publiques et privées éthiquement exercées. Le réinvestissement collectif des excédents permet de réduire progressivement la journée de travail de tous, d

´augmenter le temps libre pour le bien-être et perfectionner le modèle de consommation de chaque personne.

La viabilité de cette alternative post-capitaliste dépend de la diffusion de la consommation solidaire, de réinvestissements collectifs d'excédents et de la collaboration solidaire de tous. Dans un réseau, les organisations de *consommation, commerce, production et service*, restent en connexion permanente dans des flux de matériels (produits, intrants, etc.), d'information et de valeur, qui circulent dans le réseau.

Les propriétés de base de ces réseaux sont: auto-construction, intensité, extension, diversité, intégralité, réalimentation, flux de valeur, flux d'information, flux de matière et aggrégation. La gestion d'un réseau solidaire doit être nécessairement démocratique, car la participation des membres est entièrement libre, tout en respectant les contrats signés parmi les membres. Parmi ses caractéristiques, l'on distingue: décentralisation, gestion participative, coordination et régionalisation, qui visent à assurer l'auto-détermination et l'auto-gestion de chaque organisation et du réseau comme un tout.

En effet, lorsque des *réseaux locaux* de ce genre sont organisés, ils opèrent dans le sens de satisfaire des demandes immédiates de la population , comme: du travail, une amélioration de la consommation, l'éducation, la réaffirmation de la dignité humaine des personnes et de leur droit au bien-être, tout en combattant les structures d'exploitation et de domination responsables de la pauvreté et l'exclusion; et ils commencent à implanter un nouveau mode de produire, consommer et coexister dans lequel la solidarité se trouve au coeur de la vie. Donc, les Réseaux de Collaboration Solidaire: a) permettent d'agglutiner divers acteurs sociaux en un mouvement organique avec un fort potentiel transformateur; b) répondent à des demandes immédiates de ces acteurs en employant leur force de travail et en satisfaisant leurs demandes de consommation, par l'affirmation de leur singularité noire, féminine, etc.; c) ils nient les structures capitalistes d'exploitation du travail, d'expropriation de la consommation et de domination politique et culturelle, et, d) implantent une nouvelle forme post-capitaliste de produire ou consommer, d'organiser la vie collective en affirmant le droit à la différence et à la singularité de chaque personne, en promouvant solidairement les libertés publiques et privées éthiquement exercées.

Genèse et Développement Historique

Dans les dernières décades, d'innombrables réseaux et organisations dans l'économie, la politique et la culture ont surgi dans le monde entier, au sein de la société civile, dans le but de lutter pour promouvoir les libertés publiques et privées éthiquement exercées, formant un embryon de secteur public non étatique. Des réseaux et des organisations féministes, écologiques, des mouvements dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'habitat et beaucoup d'autres dans le domaine de l'économie solidaire et pour l'éthique au sein de la politique – pour n'en citer que quelques-uns- se multiplient, en faisant surgir une nouvelle sphère de contrat social. Le progrès d'une nouvelle conscience et de nouvelles pratiques ayant trait aux rapports entre genres, sur l'équilibre des éco-systèmes et sur l'économie solidaire, par exemple, n'émerge pas dans le domaine du marché ou dans celui de l'Etat. Le consensus sur ces nouvelles pratiques a été construit à l'intérieur de réseaux dans lesquels les personnes et les organisations de diverses parties du monde collaborent activement entre elles, en proposant des transformations du marché et de l'Etat, des divers rapports sociaux et culturels à partir d'une défense intransigeante de la

nécessité de garantir universellement les conditions nécessaires pour l'exercice éthique des libertés publiques et privées.

L'intégration précise et complexe de ces différents réseaux, en collaborant solidairement entre eux, font surgir à l'horizon des possibilités concrètes de réalisation planétaire d'une nouvelle révolution, capable de renverser la logique capitaliste de concentration de richesses et d'exclusion sociale, et diverses formes de domination dans les domaines de la politique, de l'économie et de la culture.

En s'initiant dans les domaines de la culture et de la politique, ces réseaux ont avancé progressivement vers le domaine économique, en affirmant la nécessité d'une démocratie totale, qui ne se réalise qu'en introduisant et en mettant en marche des mécanismes d'auto-gestion des sociétés dans toutes les sphères qui la composent. Il ne s'agit donc pas seulement du contrôle politique de la société sur l'État, mais aussi du contrôle démocratique de la société sur l'économie, sur la création de flux d'information, sur tout ce qui affecte la vie de tous et de chacun, et qui puisse être l'objet de décisions humaines.

Dans les dernières décades, nous avons assisté au surgissement et/ou à la propagation d'innombrables pratiques de collaboration solidaire dans le domaine de l'économie; parmi celles-ci, on trouve la rénovation de l'Auto-gestion d'Entreprises par les travailleurs, *Fair Trade* ou Commerce Équitable et Solidaire, Organisations Solidaires de Marques et Etiquetage, Agriculture Écologique, Consommation Critique, Consommation Solidaire, Systèmes Locaux d'Emploi et de Commerce (LETS), Systèmes Locaux d'Échange (SEL), Systèmes Communautaires d'Échanges (SEC), Systèmes Locaux d'Échange avec des Monnaies Sociales, Réseaux d'Échange, Économie de Communion, Systèmes de Micro-Crédit, Banques du Peuple, Banques Éthiques, Groupes d'Achats Solidaires, Mouvements de Boycotte, organisations qui s'inscrivent dans ces pratiques et qui, dans l'ensemble, couvrent les divers segments des chaînes productives (consommation, commerce, service, production et crédit) et qui ont commencé récemment à entreprendre des actions conjointes en réseaux, alors que d'autres agissent déjà de cette façon depuis plus de trente ans. La croissance mondiale de ces réseaux indique l'amplification de nouvelles possibilités d'actions solidaires stratégiquement articulées dans le but de promouvoir les libertés publiques et privées qui commencent à être discutées dans les forums mondiaux.

Actualité et Importance. Principales Controverses

La nouvelle génération de réseaux qui commence à surgir, basée sur cette idée de collaboration solidaire, porte en elle des caractéristiques d'innombrables pratiques solidaires réussies de divers réseaux spécifiques organisés auparavant. En partant de ces pratiques et en les comprenant à partir du paradigme de la complexité, on peut organiser des stratégies de collaboration solidaire capables de développer de nouveaux rapports sociaux de production et de consommation, en diffusant une nouvelle compréhension de la société, dans laquelle l'être humain, considéré dans ses dimensions multiples, peut disposer des médiations matérielles, politiques, éducatives et informatives pour réaliser éthiquement sa singularité, en désirant et en promouvant la liberté des autres.

Ces Réseaux de Collaboration Solidaire, en travaillant pour les conditions nécessaires à l'exercice des libertés, peuvent faire avancer stratégiquement la construction d'une nouvelle formation sociale, qui se dessine comme une société post-capitaliste.

Du point de vue économique, il s'agit de la diffusion de la consommation et du travail solidaires. La consommation solidaire signifie la sélection des biens de consommation ou services qui répondent à nos besoins et nos désirs, aussi bien dans le but de réaliser librement notre bien-être personnel que dans celui de promouvoir le bien-être des travailleurs qui élaborent tel ou tel produit ou service, aussi dans le but de maintenir l'équilibre des éco-systèmes. En effet, lorsque nous consommons un produit pour l'élaboration duquel des êtres humains ont été exploités et l'éco-système endommagé, nous-mêmes sommes responsables de l'exploitation de ces gens et des dégâts causés à l'équilibre du système écologique, car, par notre système d'achat, nous contribuons à ce que les responsables de cette oppression puissent transformer les marchandises en capital qui sera réinvesti de la même façon, en reproduisant les mêmes pratiques socialement injustes et écologiquement nuisibles. L'acte de consommer n'est donc pas seulement un acte économique, il est aussi un acte éthique et politique. Il s'agit d'un exercice de pouvoir à travers lequel nous pouvons effectivement appuyer l'exploitation des êtres humains, la destruction progressive de la planète, la concentration de richesses et l'exclusion sociale, ou alors nous opposer à ce mode lésant de production, en promouvant, par la pratique de la *consommation solidaire*, l'amplification des libertés publiques et privées, la décentralisation de la richesse et du développement écologique et socialement durable. En sélectionnant et en consommant des produits identifiés par les marques des réseaux solidaires, nous contribuons à ce que le processus productif solidaire soit complet, et que la valeur que nous dépensons pour consommer un produit puisse réalimenter la production solidaire en fonction du bien-être de tous ceux qui font partie des réseaux de producteurs et consommateurs.

Le *labeur solidaire* signifie, en plus des aspects ayant trait à l'auto-gestion et à la co-responsabilité sociale des travailleurs, que l'excédent du processus productif- qui, d'après la logique capitaliste est accumulé par des groupes de plus en plus petits- soit réinvesti solidairement dans le financement d'autres entreprises productives, en permettant d'intégrer aux activités de travail et de consommation celles qui en sont exclues par le capital; augmenter l'offre de biens et de services solidaires et développer les réseaux de producteurs et de consommateurs, en améliorant les conditions de vie de tous ceux qui adhèrent à la production et à la consommation solidaires. Ainsi, avec les excédents créés dans les entreprises solidaires, on peut organiser de nouvelles entreprises productives, tout en créant de nouvelles possibilités de travail pour les chômeurs, en leur offrant un rendement stable qui, grâce à la consommation solidaire pratiquée par ces mêmes travailleurs, se transforme en augmentation de consommation finale de produits du réseau lui-même, en créant ainsi plus d'excédents qui seront réinvestis. Les nouvelles entreprises à organiser ont pour objectif de produire ce que l'on achète encore dans le marché capitaliste, en tant que membres du réseau, soit des biens et des services pour la consommation finale soit des intrants, du matériel de manutention et d'autres produits demandés au cours du processus productif. Cette façon de faire -accompagnée d'une critique des schémas capitalistes écologiquement non durables de production et de consommation- vise à corriger les flux de valeur, afin que la consommation finale et la consommation productive ne débouchent pas sur l'accumulation privée hors des réseaux, mais puissent réalimenter en elles la production et la consommation solidaires, en complétant les segments pas encore autonomes des chaînes productives des réseaux solidaires.

Dans cette stratégie de réseau, d'après ce que l'on nomme déjà "*Paradigme de l'Abondance*", plus on distribue la richesse, plus la richesse de tous augmente, puisqu'une

fois que la distribution se fait par la rémunération du travail , le travail lui-même crée encore plus de richesse qui sera réinvestie et répartie. Ainsi, les populations auparavant exclues qui sont incorporées au processus productif et reçoivent une rémunération équitable pour leur travail, peuvent désormais consommer des produits et des services solidaires qui garantissent leur bien-être, tout en réalimentant le processus productif lui-même, avec des paramètres écologiquement durables. Des accords collectifs au sein des réseaux permettent d'ajuster des structures de coût et de prix d'après des paramètres qui viabilisent leur auto-construction, comme alternative à la logique *de la pénurie* qui réglemente les prix dans les marchés sous le binôme offre/demande. D'après la logique de la pénurie qui réglemente les marchés, dans lesquels les agents opèrent pour obtenir des bénéfices ou d'autres avantages privés, l'abondance de l'offre tend à provoquer une baisse de prix, qui peuvent même tomber plus bas que les coûts de production: c'est la situation, par exemple, dans laquelle les agriculteurs qui produisent des racines sont obligés de laisser pourrir une grande partie de ces aliments sous la terre – car d'après la logique du marché, les coûts de l'opération de cueillette ne pourront pas être couverts; Ceci dit, les agriculteurs préféreraient la réaliser, sachant que plus d'un milliard de personnes vivent dans des conditions de pauvreté extrême dans le monde et auraient tout intérêt à consommer ces aliments. Pourtant, les besoins de ce contingent familial ne s'opèrent pas en tant que *demande* dans la logique du marché, car ce segment ne dispose pas des valeurs économiques requises pour réaliser quelque échange que ce soit contre quelque-chose qui puisse satisfaire ses besoins. Ainsi, d'après la logique de la pénurie qui réglemente les marchés, il est impossible de viabiliser le fait que des populations affamées puissent consommer des tonnes d'aliments destinés à pourrir, qu'ils se trouvent sur d'autres continents ou à l'intérieur du pays, où l'abondance de production – qui augmente l'offre du marché- inviabilise la récupération des coûts de la cueillette elle-même, et, très souvent, de la plantation aussi. Toujours d'après cette même logique de la pénurie, les taux d'intérêt élevés forcent une partie des agriculteurs qui auraient contracté des dettes pour planter à vendre des parcelles de leurs terres, pour rembourser le prêt, car la super-récolte obtenue par l'ensemble des producteurs, grâce à la compétence de leur travail productif et des conditions ambiantes favorables à ces plantations, les empêche de rembourser les dettes contractées.

Contrairement à cela, d'après la perspective des *réseaux de collaboration solidaire* , il s'agit bien, dans le domaine économique, de garantir la production, la distribution, l'emploi ou la consommation des médiations matérielles nécessaires à la réalisation des libertés publiques et privées, éthiquement balisées. Le principe de diversité implique la promotion de la satisfaction de demandes singulières, non pas en fonction du profit, mais du bien-être de chaque individu et de toutes les personnes, en déclinant de la meilleure façon possible l'exercice solidaire des libertés. C'est la connection en réseau de la consommation et de la production à la réalimentation, à la distribution du revenu, qui viabilise économiquement la consistance et l'expansion de ce système solidaire. (MANCÉ:2000:120-156).

On recherche donc à intégrer la consommation, la commercialisation, la production et le crédit en un système harmonieux et inter-dépendant, collectivement et démocratiquement planifié et administré, qui sert l'objectif commun de répondre aux besoins de la reproduction durable du bien-être des personnes dans toutes leurs dimensions, y compris celles de la culture, de l'art et des loisirs.

Politiquement, les réseaux de collaboration solidaire défendent la gestion démocratique du pouvoir, en essayant de garantir à toutes les personnes des conditions équitables et

égales de participer et de décider, non seulement les activités de production et de consommations pratiquées dans les réseaux, mais aussi dans les autres sphères politiques de la société, dans le but de combattre toute forme d'exploitation de travailleurs, d'expropriation de consommateurs et de domination politique ou culturelle, en mettant l'accent sur la valeur de la citoyenneté active à la recherche du bien commun et de la coopération entre les peuples.

Or, étant donné que le réseau est, dans sa dimension économique, basé sur la consommation et le travail solidaires, il se constitue simultanément comme réseau politique, c'est-à-dire que le réseau économique ne peut survivre sans que ses membres assument une autre conception quant aux principes qui régissent la coexistence des personnes les unes avec les autres, et particulièrement, le remplacement de l'individualisme par un collaborationisme solidaire, en recherchant la meilleure manière de pratiquer l'exercice collectif et personnel de la liberté. Dans cette dynamique des réseaux de collaboration solidaire, le désir de l'autre dans sa différence implique, au niveau micro-politique, la réalisation des singularités diverses, orientées éthiquement, de la façon la plus pleine possible. Du point de vue macro-politique, il implique la transformation structurelle de la société, en supprimant la dichotomie entre le formulateur de la demande sociale et son reformulateur politique, à travers des mécanismes démocratiques d'auto-gestion publique, que le réseau exerce de par sa propre consistance. Avec la promotion des libertés publique et privée, la croissance du réseau augmente son pouvoir politique – par le fait qu'il agglutine un segment toujours plus grand de la société autour de sa proposition de société post-capitaliste- ce qui permet de constituer un nouveau bloc social, capable de promouvoir des révolutions soutenues par d'innombrables révolutions micro-politiques de type moléculaire, et de transformer la structure et la gestion des gouvernements et des Etats.

Dans le domaine de l'information et de l'éducation, les réseaux de collaboration solidaire cherchent à promouvoir de la meilleure façon possible la circulation d'information et la création d'interprètes qui non seulement permettent d'élargir le champ de connaissances de chaque personne, ses habilités techniques et son savoir technologique ou sa compétence dans la production et l'interprétation de nouvelles connaissances nécessaires pour prendre des décisions dans toutes les sphères de sa vie, mais qui, en plus de cela, permettent de récupérer la sensibilité, l'amour-propre et d'autres éléments d'ordre éthique et esthétique indispensables à la réalisation du bien-être de chaque personne et de toute la collectivité.

Dans cet aspect, il faut souligner l'importance de l'une des propriétés inhérentes au réseau: le flux incessant d'informations. En promouvant la libre interaction communicative parmi les participants, en garantissant à tous les médiations matérielles pour l'émission et la réception de messages adressés à n'importe quel participant du réseau, il soutient le flux solidaire d'informations importantes pour les décisions particulières sur les questions que se posent ses membres. Dans ce domaine, des médiations adéquates sont également demandées pour faire face, entre autre, à des demandes éducatives, de qualification professionnelle, de développement artistique et scientifique- conditions nécessaires à l'exercice de la liberté de chacun et au bien-être de tous.

Éthiquement parlant, les réseaux de collaboration solidaire promeuvent la solidarité, c'est-à-dire, l'engagement pour le bien-être de tous, le désir de l'autre dans la différence précieuse, afin que chaque personne puisse jouir, dans les meilleures conditions possibles, des libertés publiques et privées exercées éthiquement. Promouvoir les libertés

signifie garantir aux personnes les conditions matérielles, politiques, informatives et éducatives pour une existence éthique et solidaire.

Références

MANCE, Euclides André. *Réseaux de Collaboration Solidaire*. Petrópolis, Ed vozes, 2002

MANCE, Euclides André. *La Révolution des Réseaux*. Petrópolis, Ed. Vozes, 2000